Ministère de la Justice

La centralisation des interceptions judiciaires

4ème rapport d'activité

Madame Monique OLLIVIER, présidente du comité de contrôle
de la plateforme nationale des interceptions judiciaires

Sommaire

Avant-propos

I - L'activité de la PNIJ en 2021

I - 1 Le bilan chiffré

I - 2 Un cadre réglementaire actualisé

I - 3 Un environnement juridique et jurisprudentiel évolutif et incertain

II - L'action du comité de contrôle

II - 1 Les réunions

II - 2 Les déplacements dans les services

II - 2 - 1 Le contexte

II - 2 - 2 Déplacement du comité de contrôle, avec l'ANTENJ, au tribunal judiciaire de Marseille le 21 septembre 2021

II - 2 - 3 Déplacement au siège de la direction zonale de la police judiciaire de Marseille.

II - 2 - 4 Déplacement du comité de contrôle, avec l'ANTENJ, au siège de la direction régionale de la police judiciaire à Paris le 10 novembre 2021

III - Les enseignements tirés de ces déplacements

III - 1 Les freins à l'emploi de la PNIJ par les magistrats et greffiers

III - 1 - 1 L'utilisation de la carte agent

III - 1 - 2 L'ergonomie perfectible de la PNIJ

III - 1 - 3 Un besoin de formation des utilisateurs

III - 2 L'existence de nouveaux besoins non couverts par le système

IV - La gestion et le développement de la PNIJ

IV - 1 L'action de l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires (ANTENJ)

IV - 2 La place de la PNIJ

V - Quelques sujets particuliers

V - 1 Les scellés

V - 1 - 1 La question du placement sous scellés

V - 1 - 2 La communication des copies de scellés

V - 2 Point sur l'internalisation de la plate-forme : la transition de la PNIJ vers le SITENJ

VI - Les recommandations

VI - 1 L'utilisation de la carte agent et l'habilitation PNIJ (III – 1 - 1)

VI - 2 La poursuite du développement des moyens alloués à l'ANTENJ (IV – 2)

VI - 3 Le besoin d'une coopération renforcée et d'une coordination accrue entre services du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur (IV – 2)

VI - 4 La communication des copies de scellés (V – 1 – 2)

VII – Annexes

1 - Décret n° 2021-1469 du 9 novembre 2021

2 - Arrêt CJUE du 6 octobre 2020

3 - Arrêt CJUE du 2 mars 2021

4 - Arrêt Conseil d'Etat du 21 avril 2021

5 - Arrêt Conseil Constitutionnel du 23 septembre 2021

6 - Arrêt Conseil Constitutionnel du 3 décembre 2021

7 - Article 60-1-2 du code de procédure pénale

8 - Arrêt Conseil Constitutionnel du 25 février 2022

9 - Article L34-1 du code des postes et communications électroniques

10 – Arrêt CJUE du 5 avril 2022

La vie du comité de contrôle de la PNIJ a été marquée en 2021 par d'importants changements dans sa composition.

A l'échéance, en novembre 2020, du mandat de Mireille Imbert Quaretta, première personnalité qualifiée chargée du contrôle de la PNIJ par arrêté du 27 novembre 2015, a succédé en novembre 2021 celle du mandat des trois membres non parlementaires, Madame Martine Comte, première présidente honoraire, Monsieur Henri Serres, ingénieur général des mines, et le général Jean-Pierre Michel, dont les successeurs ont été nommés début 2022.

Enfin, Mme Jacqueline Eustache-Brinio, sénatrice du Val d'Oise, a été nommée par le président du Sénat pour remplacer Mme Di Folco dont le mandat parlementaire avait pris fin.

Nommée personnalité qualifiée chargée du contrôle de la PNIJ par arrêté du 3 mars 2021, je tiens ici à rendre hommage à l'action de mon prédécesseur et des membres historiques du comité qui ont accompagné la création de ce dispositif alors entièrement nouveau qu'était la PNIJ, touchant à un domaine sensible, nécessairement encadré par des règles strictes, et ont mené leur « rôle de vigie » avec exigence et engagement.

Lors de l'installation du comité de contrôle en novembre 2016, le garde des sceaux, rappelant les pouvoirs d'évocation, d'information et de visite de celui-ci, indiquait que « la seule limitation qu'il entrevoyait était sa naturelle incapacité à exercer un contrôle sur l'opportunité d'une réquisition effectuée au travers de la PNIJ ou sur l'exercice des pouvoirs d'enquête conférés par la loi aux magistrats ».

C'est dans le cadre ainsi posé que le comité de contrôle a entendu continuer à mettre en œuvre ses pouvoirs au cours de l'année écoulée, notamment en développant les déplacements sur le terrain, interrompus en 2020 par les restrictions liées à la pandémie.

Il a ainsi pu mesurer la parfaite intégration de la PNIJ parmi les outils à disposition des magistrats et des enquêteurs tout autant que l'immense défi d'adaptation auquel elle est confrontée dans un environnement technique en constante évolution.

I - L'activité de la PNIJ en 2021

Elle est marquée par une stabilité du nombre des connexions uniques, avec une augmentation des réquisitions électroniques et une baisse qui se poursuit des interceptions judiciaires.

Elle s'inscrit dans un cadre réglementaire actualisé et un environnement jurisprudentiel national et européen dense et instable qui pourrait à terme influencer sur le volume et la nature des flux traités par la plateforme.

I - 1 Le bilan chiffré

Le bilan de l'année 2021 fait apparaître une stabilité du nombre de connexions uniques avec une augmentation mineure de moins de 1% à 63 628, réparties essentiellement entre la gendarmerie, en augmentation de plus de 5 % à 34 483 connexions et la police en baisse de 4,6% à 28 127 connexions.

Si les connexions propres au ministère de la justice (magistrats, greffiers, tribunaux et cours d'assises) sont en augmentation sensible de plus de 27%, leur nombre en valeur absolue, de 738, reste très faible.

Si ces chiffres traduisent la parfaite intégration de la PNIJ, désormais, dans les pratiques des enquêteurs, notamment en ce qui concerne les réquisitions électroniques dont le nombre est en augmentation de 9,2% à 2 888 323, ils sont aussi le reflet de l'évolution des comportements des personnes mises en cause, liée à la sophistication des moyens technologiques à leur disposition qui entraîne un abandon des communications téléphoniques au profit de moyens plus difficiles d'accès pour les enquêteurs tels que les messageries cryptées par exemple.

C'est ainsi que le nombre des interceptions judiciaires (IJ) continue la baisse précédemment amorcée (50 143 soit -4,6%) et que, globalement, le volume des communications interceptées (IJ, SMS, MMS) est en baisse au profit de l'exploitation des données, sources d'informations multiples vers lesquelles les enquêteurs se tournent de plus en plus fréquemment.

Parmi les réquisitions électroniques, viennent en tête les réquisitions aux fins de FADET (facture détaillée) relais, suivies de l'identification abonné et de la FADET géolocalisation, qui représentent plus des deux tiers à 1 820 000 réquisitions.

I - 2 Un cadre réglementaire actualisé

Le décret 2021-1469 du 9 novembre 2021 a modifié les dispositions du code de procédure pénale relatives à la PNIJ (annexe).

Il généralise le caractère obligatoire de l'usage de celle-ci sauf impossibilité technique, à l'ensemble des cadres juridiques dans lesquelles les techniques d'enquêtes numériques sont susceptibles d'être mises en œuvre.

Il prend en compte les évolutions découlant de plusieurs textes intervenus au cours des dernières années et de la création en 2017 de l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires (ANTENJ), qui s'est substituée à la délégation aux interceptions judiciaires.

Il autorise l'accès au traitement et aux données aux juges de l'application des peines, aux assistants spécialisés qui participent aux procédures sous la responsabilité des magistrats, aux agents des douanes et des services fiscaux habilités, ainsi qu'aux enquêteurs d'un Etat dans le cadre de la mise en œuvre d'une demande d'entraide judiciaire en matière pénale.

Il prévoit la possibilité d'utiliser la PNIJ pour les données biométriques nécessaires à la reconnaissance vocale.

Le décret raccourcit de 5 à 3 ans le délai de conservation des enregistrements comprenant l'identification de l'utilisateur, la date, l'heure et la nature de l'action.

Enfin, il modifie le régime de placement sous scellés de certaines données recueillies dans la PNIJ et précise les conditions d'accès à certaines données.

I - 3 Un environnement juridique et jurisprudentiel évolutif et incertain

L'année 2021 a été marquée par la remise en cause sur différents terrains des dispositions relatives à la conservation des données numériques, à l'accès à celles-ci et à l'emploi des techniques d'enquête y faisant appel et a donné lieu à plusieurs décisions ayant ou pouvant avoir un impact sur la mise en œuvre des enquêtes et des informations judiciaires et partant sur la nature et le flux des données traitées par la PNIJ.

Saisie d'une série de questions préjudicielles, la cour de justice de l'Union européenne, confirmait le 6 octobre 2020 (annexe : arrêt Quadrature du net) sa jurisprudence sur la conservation des données à caractère personnel dans le domaine des communications électroniques.

Elle réaffirmait que le droit de l'Union s'oppose à une réglementation nationale imposant à un fournisseur de services de télécommunications électroniques à des fins de lutte contre les infractions en général ou de sauvegarde de la sécurité nationale, la transmission ou la conservation généralisée et indifférenciée de données relatives au trafic et à la localisation. La cour ménageait néanmoins un certain nombre d'exceptions, s'appliquant sous certaines conditions, en particulier dans des situations dans lesquelles un Etat membre fait face à une menace grave pour la sécurité nationale.

Sur l'accès aux données, la Cour de Justice de l'Union Européenne précisait sa position par un arrêt du 2 mars 2021, H.K./Prokuratuur, en limitant l'accès aux données relatives aux communications électroniques d'un suspect, « à des procédures visant à la lutte contre la criminalité grave ou la prévention de menaces graves contre la sécurité publique » sous le contrôle préalable soit d'une juridiction soit d'une entité administrative indépendante, la cour précisant que « en particulier, dans le domaine pénal, l'exigence d'indépendance implique [...] que l'autorité chargée de ce contrôle préalable, d'une part, ne soit pas impliquée dans la conduite de l'enquête pénale en cause et, d'autre part, ait une position de neutralité vis-à-vis des parties à la procédure pénale ».

Le 21 avril 2021 (annexe), le Conseil d'Etat validait la conservation généralisée et indifférenciée des données de connexion autres que les adresses IP « aux seules fins de sauvegarde de la sécurité nationale lorsqu'un État est confronté à une menace grave pour la sécurité nationale qui s'avère réelle et actuelle ou prévisible, sur injonction d'une autorité publique, soumise à un contrôle effectif d'une juridiction ou d'une autorité administrative indépendante [...], pour une période limitée au strict nécessaire, mais renouvelable en cas de persistance de la menace ».

Constatant que la France est confrontée, depuis 2015, au terrorisme, mais aussi au risque d'espionnage et d'ingérence étrangère ainsi qu'à des menaces graves pour la paix publique, la haute juridiction considérait que la conservation de ces données est justifiée, sous réserve pour le gouvernement de prévoir le réexamen périodique de l'existence d'une menace réelle et actuelle ou prévisible et d'en limiter les finalités à la sauvegarde de la sécurité nationale.

Pour le Conseil d'Etat, « Le rattachement d'une infraction pénale à la criminalité grave a vocation à s'apprécier de façon concrète, sous le contrôle du juge pénal, au regard de la nature de l'infraction commise et de l'ensemble des faits de l'espèce. Une obligation de conservation généralisée et indifférenciée des adresses IP et des données liées à une communication peut ainsi être imposée aux opérateurs, dès lors que les conditions d'accès à ces données par les services d'enquête sont fixées en fonction de la gravité des infractions susceptibles de le justifier, dans le respect du principe de proportionnalité.

Ce faisant, la position du Conseil d'Etat préservait la possibilité pour les autorités judiciaires de puiser dans le stock des données conservées au titre de la sécurité nationale.

Sur le fondement des principes dégagés par la CJUE, plusieurs décisions de juridictions pénales intéressant les données et les techniques d'enquêtes numériques ont donné lieu à la transmission au Conseil Constitutionnel de questions prioritaires de constitutionnalité.

Diverses décisions rendues à ce jour (annexe) ont permis au Conseil Constitutionnel de préciser son interprétation de l'impératif d'équilibre entre l'objectif de valeur constitutionnelle de recherche des auteurs d'infractions et le droit au respect de la vie privée en ce qui concerne l'accès aux données et le recours aux techniques d'enquêtes numériques.

C'est ainsi que le 23 septembre 2021, il déclarait conformes à la constitution les dispositions relatives à la géolocalisation sur autorisation du procureur de la République au motif que le procédé n'implique pas d'acte de contrainte sur la personne visée ni d'atteinte à son intégrité corporelle, de saisie, d'interception de correspondance ou d'enregistrement d'image ou de son, que le procureur de la République est un magistrat de l'ordre judiciaire ayant mission de contrôler la légalité des moyens mis en œuvre par les enquêteurs et la proportionnalité des actes d'investigation au regard de la nature et de la gravité des faits, et que l'autorisation obéit à des conditions quant à la nature des faits et au cadre procédural et est à durée limitée.

En revanche, le 3 décembre 2021, le Conseil Constitutionnel déclarait partiellement non conformes à la constitution les articles 77-1-1 et 77-1-2 du code de procédure pénale en ce qu'ils autorisent le procureur de la République à requérir la communication d'informations issues d'un système informatique ou d'un traitement de données nominatives, qui comprennent les données de connexion. Il relevait que les données de connexion par leur nature, leur diversité et les traitements dont elles peuvent faire l'objet, fournissaient sur les personnes en cause...des informations nombreuses et précises particulièrement

attentatoires à leur vie privée, que les réquisitions dans le cadre d'une enquête préliminaire pouvaient porter sur tout type d'infraction et n'étaient pas justifiées par l'urgence ni limitées dans le temps et que le recours aux réquisitions de connexion n'était entouré d'aucune autre garantie que l'autorisation du procureur de la République.

Tirant les conséquences de cette décision, le législateur a introduit dans le code de procédure pénale, via l'article 12 de la loi 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire, un nouvel article 60-1-2 (annexe) précisant, à peine de nullité des réquisitions, le type de données susceptibles d'être requises (données techniques permettant d'identifier la source de la connexion ou celle relatives aux équipements terminaux utilisés, donnée de trafic et de localisation) et les cas dans lesquels il peut être recouru aux réquisitions portant sur des données de connexion (nécessités de la procédure et hypothèses limitées à 4).

Enfin, le 25 février 2022, le Conseil Constitutionnel a censuré comme portant une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée les dispositions législatives concernant la conservation des données de connexion, dans leur version antérieure à la loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021, qui autorisaient les opérateurs de communications électroniques à conserver pendant un an les données relatives au trafic enregistrées à l'occasion des communications électroniques dont ils assurent la transmission, en vue de leur mise à disposition de l'autorité judiciaire pour les besoins de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions pénales.

La loi 2021-998 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement, complétée par deux décrets du 20 octobre 2021 définissant les informations et catégories de données conservées, est venue en effet le 30 juillet 2021 modifier l'article L34-1 du code des postes et télécommunications électroniques en définissant les données que les opérateurs sont tenus de conserver, les différentes finalités et la durée de leur conservation.

Elle a également prévu la faculté pour les autorités de procéder à une injonction de conservation rapide afin d'accéder à ces données... à des fins de prévention et de répression de la criminalité, de la délinquance grave et des autres manquements graves aux règles dont elles ont la charge d'assurer le respect.

Plus récemment, enfin, la Cour de justice de l'Union européenne a rendu le 5 avril 2022 une nouvelle décision dans laquelle non seulement elle réaffirme l'interdiction de la conservation généralisée et indifférenciée des données mais aussi elle rejette l'argumentation selon laquelle les autorités nationales compétentes devraient pouvoir accéder, aux fins de lutte contre la criminalité grave, aux données de connexion qui ont été conservées de manière généralisée et indifférenciée pour faire face à une menace grave pour la sécurité nationale. Précisant que "la criminalité particulièrement grave" ne peut pas être assimilée à "une menace pour la sécurité nationale" car elle se distingue par "sa gravité et le caractère spécifique des circonstances qui la constituent ».

La CJUE réaffirme également l'exigence d'une autorisation à caractère juridictionnel et indépendant des organes de l'enquête, préalablement à l'accès aux données par les enquêteurs.

Cette décision questionne la procédure pénale française et remet en cause la solution dégagée par le Conseil d'État dans sa décision du 21 avril 2021 qui avait préservé en grande partie notre dispositif national en autorisant les autorités judiciaires à puiser dans le stock

de données conservées à des fins de sécurité nationale, transposée dans le nouvel article L.34-1 du code des postes et des communications électroniques évoqué plus haut.

Dans ce contexte juridique instable, à la recherche de l'équilibre entre les deux objectifs de valeur constitutionnelle que sont la poursuite des infractions et la protection des libertés individuelles, le contrôle de la mise en œuvre des règles strictes qui encadrent les écoutes téléphoniques et plus largement les techniques d'enquêtes numériques relevant de la PNIJ est une exigence à laquelle le comité a continué à se consacrer au cours de l'année.

II - L'action du comité de contrôle

II - 1 Les réunions

Le comité de contrôle a continué au cours de l'année à entretenir avec l'ANTENJ des rapports fréquents et fructueux au travers de réunions régulières permettant de suivre étroitement l'activité de la PNIJ, l'évolution des projets qui la concernent et les difficultés rencontrées.

Associé à l'élaboration du plan stratégique pluriannuel de l'ANTENJ, il s'est attaché à exercer son rôle consultatif sur les priorités lui paraissant devoir être privilégiées dans l'intérêt du développement de la PNIJ.

Le comité tient à saluer la confiance et le souci de transparence qui marquent les relations entretenues par le directeur de l'ANTENJ avec le comité ainsi que l'engagement de l'ensemble des équipes qui l'entourent.

II - 2 Les déplacements dans les services

II - 2 - 1 Le contexte

Dès la levée des restrictions résultant des mesures sanitaires liées à la pandémie, qui ont inévitablement affecté l'exercice de ses missions, le comité a souhaité en 2021 rencontrer des utilisateurs de la PNIJ afin d'évoquer son fonctionnement, l'utilisation qu'ils en font, les freins éventuels à celle-ci et l'étendue du contrôle qu'ils exercent sur son fonctionnement, question jugée essentielle par le comité.

L'architecture de la PNIJ n'autorise en effet l'accès aux données traitées et conservées en son sein qu'au magistrat saisi du dossier, au greffier ou aux personnes autorisées par le magistrat.

[REDACTED]

En effet, la PNIJ n'opère aucun contrôle des données qu'elle contient, seule l'habilitation et les éléments d'identification de la personne étant contrôlés à la connexion.

L'effectivité du contrôle exercé par les magistrats est apparue d'autant plus impérieuse qu'une affaire jugée en 2021 par la cour d'appel de Versailles a permis de démontrer que la centralisation au sein de la PNIJ de l'ensemble des données résultant des techniques d'enquête numérique, malgré son encadrement strict, n'exclut pas, à soi seule, un accès et un emploi frauduleux par des utilisateurs malveillants, dès lors qu'ils sont régulièrement habilités.

Dans cette affaire, un ancien officier de police judiciaire, régulièrement habilité, a été condamné pour avoir revendu sur le darknet des données obtenues notamment en accédant à la PNIJ grâce à la création de près de 400 faux dossiers, passés inaperçus de toutes les autorités de contrôle.

S'agissant de l'utilisation de la PNIJ, l'analyse des frais de justice engagés par les cours d'appel au cours des dernières années a permis d'observer une augmentation particulièrement élevée, en particulier dans certaines cours, des paiements effectués à la société Elektron, au titre de l'utilisation par les enquêteurs de l'outil de traitement des données proposé par cette société, à rebours de l'objectif de maîtrise des frais de justice et de centralisation et de sécurisation des données assigné à la PNIJ.

Sur l'ensemble des cours d'appel, le montant des frais de justice payés à cette société a connu en 2 ans une augmentation de plus de 49 % passant de 3 985 530 euros en 2019 à 5 941 476 euros en 2021, des hausses de près de 500% étant observées dans certaines cours d'appel sur cette période (les chiffres ne sont connus qu'au niveau cour d'appel).

II - 2 - 2 Déplacement du comité de contrôle, avec l'ANTENJ, au tribunal judiciaire de Marseille le 21 septembre 2021

[REDACTED]

Le comité de contrôle a particulièrement apprécié cette rencontre riche et utile ayant permis aux chefs de juridiction, magistrats du siège et du parquet, directeurs de greffe et greffiers de témoigner de leur pratique de la PNIJ, d'exposer les difficultés d'accès et d'utilisation auxquelles ils sont confrontés, qu'elles soient liées à la carte agent, à l'ergonomie de la PNIJ ou aux scellés et d'évoquer la mise en œuvre de l'exception au caractère obligatoire du recours à la PNIJ autorisée par l'article 230-45 à la demande des enquêteurs et le recours à la solution Elektron.

L'ensemble de ces points sera abordé plus loin dans le rapport.

II - 2 - 3 Déplacement au siège de la direction zonale de la police judiciaire de Marseille.

Le comité a rencontré le directeur zonal ainsi que plusieurs enquêteurs de différents services en charge notamment de la criminalité organisée.

Si tous n'ont pas manqué de reconnaître les apports et avantages de la PNIJ (gestion des réquisitions, délais de réponse, réactivité), ils ont aussi développé les raisons qui motivent son contournement spécialement dans les affaires relatives à la criminalité organisée, expliquant le recours à la solution proposée par Elektron par des performances supérieures sur de nombreux points (voir plus loin).

II - 2 - 4 Déplacement du comité de contrôle, avec l'ANTENJ, au siège de la direction régionale de la police judiciaire à Paris le 10 novembre 2021

Tout comme pour Marseille, le comité a choisi de se déplacer au sein de la direction parisienne au vu de l'augmentation des frais de justice liés au recours à Elektron dans le ressort de la cour d'appel de Paris¹.

La rencontre à laquelle participaient le directeur régional, le chef d'état-major, le sous-directeur des services territoriaux et des représentants des principaux services (SAT/Brigade criminelle, BRB, BS) a permis d'aborder, comme à Marseille, la question du service rendu par la PNIJ, jugée très efficace sur certaines prestations, notamment les prestations annexes, mais aussi les circonstances qui poussent les enquêteurs à recourir à des prestataires privés pour un certain nombre de prestations, faute de trouver ces fonctionnalités dans la PNIJ (voir plus loin).

III - Les enseignements tirés de ces déplacements

Ces déplacements sur le terrain ont permis au comité de constater que la PNIJ est un outil qui a pris toute sa place dans la mise en œuvre des enquêtes judiciaires, et qu'elle est parfaitement intégrée dans les habitudes des enquêteurs, tout en étant en difficulté pour remplir l'objectif qui lui avait été assigné à sa création de sa nécessaire adaptation aux évolutions constantes des usages et des technologies.

S'ils en reconnaissent les apports, les magistrats quant à eux restent à distance d'un outil dont ils préfèrent déléguer l'usage aux enquêteurs, freinés qu'ils sont par les difficultés d'accès liées à la carte agent et à l'ergonomie perfectible de la PNIJ.

III - 1 Les freins à l'emploi de la PNIJ par les magistrats et greffiers

III - 1 - 1 L'utilisation de la carte agent

Dans son précédent rapport, le comité soulignait qu'il était "essentiel de trouver une solution pour la délivrance de ces cartes dont la procédure d'attribution et de distribution est trop complexe et longue ».

¹ - 2019 : 2 011 056 euros - 2021 : 2 779 276 euros soit + 38% en 2 ans

Les services compétents du ministère de la justice (secrétariat général, service de l'expertise et de la modernisation, DSJ, OJI6, OJI7), ont confirmé lors d'une réunion avec la personnalité qualifiée que le ministère est résolument engagé dans le dispositif « carte agent », qui a vocation à perdurer sur la base des principes généraux existants, liés aux règles de sécurité fortes applicables.

Pour l'administration, les dysfonctionnements informatiques qui complexifiaient la remise de la carte agent ont été progressivement réglés et la durée des formalités de remise et de formation du récipiendaire par les directeurs de greffe a été réduite, étant précisé que seule une gestion locale par ces derniers est envisageable faute d'outil centralisé permettant de connaître les fonctions et les attributions des magistrats et greffiers.

Pour autant, il ressort des échanges intervenus au tribunal judiciaire de Marseille que la situation est loin d'être aussi normalisée pour les utilisateurs sur le terrain.

S'il est confirmé que le formalisme de la remise de la carte a été amélioré, il reste que les chiffres cités plus haut pour cette juridiction peuvent révéler que la gestion du parc des cartes agent tout comme celle des habilitations, qui va de pair, est encore perfectible.

Les utilisateurs regrettent par exemple de ne recevoir aucune information quant à la fin de validité de leur carte agent et de ne pas pouvoir trouver d'informations sur l'intranet tout en reconnaissant que l'emploi de la carte agent n'est pas rentré dans les habitudes professionnelles.

Bien qu'ils apprécient, dans l'absolu, d'avoir un accès direct à la PNIJ, les utilisateurs admettent qu'ils préfèrent s'en remettre aux enquêteurs, faute de pratiquer un système où ils ont tout à réapprendre à chaque utilisation.

Ainsi, le comité prend acte des progrès réalisés, à la faveur d'une sensibilisation spécifique des directeurs de greffe par l'administration centrale, et recommande qu'ils soient poursuivis au vu d'un véritable état des lieux, observant qu'il peut encore exister des marges de progression dans la gestion des cartes agent que ce soit dans l'attribution, le suivi des renouvellements, la formation et l'information des utilisateurs.

Le comité tient également à souligner que la révision et l'actualisation systématique à l'arrivée de tout nouvel utilisateur potentiel en juridiction, de l'habilitation PNIJ, sésame indispensable pour accéder au système, mérite une gestion rigoureuse, sous le contrôle des chefs de juridiction, en coordination avec les directeurs de greffe.

III - 1 - 2 L'ergonomie perfectible de la PNIJ

Selon les utilisateurs rencontrés lors du déplacement du comité au TJ de Marseille, l'ergonomie de la plateforme elle-même peut être un frein à une utilisation fluide et aisée par les magistrats et à leur capacité à contrôler effectivement et en temps réel le travail des enquêteurs.

Sont cités par exemple l'absence d'alerte à l'ouverture d'un dossier ou de communication du numéro d'enregistrement de l'affaire, l'impossibilité pour le magistrat qui se connecterait à la PNIJ d'arriver à sélectionner telle ou telle écoute dans l'ensemble de celles qui sont en cours, ou l'impossibilité de transférer les dossiers par lot en cas de changement de titulaire du cabinet d'instruction.

A l'écoute des utilisateurs et consciente de la nécessité du renouvellement de l'interface, l'ANTENJ a fait figurer la refonte des portails parmi les objectifs de son plan d'action stratégique et devrait s'y consacrer avec la société THALES dès 2022.

Si le maintien de l'outil à l'état de l'art dans un environnement technologique très évolutif est impératif, il est tout aussi essentiel de trouver les vecteurs pertinents pour informer régulièrement les juridictions des évolutions de la PNIJ.

Au soutien des travaux que mène d'ores et déjà l'ANTENJ avec Thales sur la mise en place de messages sur les pages consacrées à la plateforme dans l'intranet justice, une réflexion impliquant l'ensemble des services concernés au sein du ministère pourrait être utilement menée afin d'optimiser la diffusion des informations au sein des juridictions.

III - 1 - 3 Un besoin de formation des utilisateurs

Les échanges avec des utilisateurs ont fait émerger l'existence d'un réel besoin de formation pour parvenir à une meilleure connaissance de l'outil PNIJ au sein des juridictions.

Le développement de la formation des magistrats et greffiers sur le terrain est un des axes du plan d'action stratégique de l'ANTENJ que salue le comité de contrôle. A travers de nombreux déplacements dans les cours d'appel, l'ANTENJ peut ainsi sensibiliser au plus près les utilisateurs à cet outil judiciaire qu'est la PNIJ, non seulement sur le plan technique mais aussi sur le rôle qui doit être celui des magistrats dans sa supervision.

Ces déplacements sont aussi l'occasion de remobiliser les acteurs locaux sur la gestion du parc des cartes agent et il a pu être observé qu'ils portent leurs fruits également sur ce point.

Le rôle des écoles de formation (ENM, ENG), avec lesquelles l'ANTENJ entretient un partenariat qui ne demande qu'à prospérer, est également tout à fait fondamental pour améliorer l'ancrage de la PNIJ au sein des juridictions.

La sensibilisation de l'ensemble des auditeurs de justice, au cours de leur formation initiale à l'ENM, à la nécessité d'un contrôle du fonctionnement de la PNIJ et de l'usage qu'en font les enquêteurs sous la direction des magistrats, paraît relever des enseignements généraux sur le rôle de l'autorité judiciaire dans la protection des droits et libertés.

Il apparaît au comité que l'ouverture à cette dimension essentielle, dans un domaine qui pour être délimité n'en est pas moins particulièrement exigeant et sensible, peut compléter utilement l'accès aux outils pratiques de présentation de la PNIJ réservé en formation initiale aux seuls futurs pénalistes (parquetiers et juges d'instruction).

En effet, le contrôle de la légalité du fonctionnement de la PNIJ en tant que traitement de données sensibles mentionnées à l'article 6 de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, incombe à la seule autorité judiciaire, en raison de la confidentialité qui s'attache aux informations collectées dans le cadre de mesures judiciaires prises en application des dispositions du code de procédure pénale.

L'exercice plein et entier de leurs prérogatives par les magistrats participe de la prévention des risques de détournement des usages de la plateforme, avec d'autant plus de nécessité que le décret 2021-1469 du 9 novembre 2021 a réduit de 5 à 3 ans la durée de conservation des traces laissées par les utilisateurs prévues à l'article R 40-50 du code de procédure

pénale (identification de l'utilisateur, date, heure et nature de l'action), raccourcissant ainsi le délai au-delà duquel une action inappropriée ne peut plus être identifiée dans le système.

III - 2 L'existence de nouveaux besoins non couverts par le système

Enfin, il est ressorti de ces différentes rencontres que si la PNIJ est jugée efficace, rapide et fiable sur les prestations annexes (identification de numéro, factures détaillées, données de connexions...), elle trouve ses limites face aux besoins nés des méthodes d'enquête actuelles en particulier en matière de criminalité organisée.

L'évolution rapide au cours des dernières années des techniques numériques et avec elles du comportement des utilisateurs, et partant de celui des délinquants, dans leur modes de communication (délaissement des appels téléphoniques au profit de l'usage des messageries cryptées, par ex.) rend moins fructueuses les écoutes téléphoniques, à l'heure où le chiffrement empêche l'accès aux contenus des communications, au profit de la valorisation des métadonnées qui offrent de nouvelles opportunités dans la recherche de la preuve en donnant des indications sur l'activité des mis en cause qui nécessitent d'être analysée, croisées et interprétées.

Cette analyse et ce croisement des données et des flux, tout comme le suivi des déplacements ou des écoutes en temps réel sur le terrain font désormais partie intégrante des méthodes mises en œuvre par les enquêteurs, spécialement dans les affaires portant sur le spectre haut de la délinquance.

Le rythme des enquêtes exige, en phase d'intervention, que les enquêteurs puissent continuer à avoir un accès permanent et aisé à la téléphonie et au suivi des données grâce à l'accès en mobilité.

[REDACTED]

Le comité a pu constater à cet égard qu'il existe peu de réserves de la part des magistrats à autoriser le recours à Elektron au titre de l'exception d'impossibilité technique du recours à la PNIJ prévue par ce texte, dès lors que les enquêteurs invoquent l'intérêt de l'enquête et en justifient.

Le comité a déjà précédemment fait part de ses préoccupations liées à la possibilité de renvoyer sur des téléphones personnels le suivi des écoutes réalisées via Elektron qui ne garantit ni la sécurité ni la confidentialité.

Avec la généralisation de l'attribution des terminaux NEO au sein des forces de sécurité, les travaux en cours de l'ANTENJ en vue de permettre le renvoi des écoutes réalisées dans la PNIJ sur ces terminaux s'avèrent donc particulièrement cruciaux pour revenir à des conditions de sécurité satisfaisantes.

On observe par ailleurs que les services d'enquête continuent à s'équiper d'outils d'exploitation des données de téléphonie tel que le logiciel Deveryanalytics Telephony Data, dont s'est dotée en 2021 la Gendarmerie, ou Mercure, pour la Police nationale, qui permet

d'augmenter leurs capacités d'investigations en autorisant le recoupement hors PNIJ de données collectées par la plateforme.

IV - La gestion et le développement de la PNIJ

IV - 1 L'action de l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires (ANTENJ)

Au terme de l'article 2 du décret 2017-614 du 24 avril 2017, et de l'article R 40-51 du code de procédure pénale modifié par le décret 2021-1469 du 9 novembre 2021 qui a consacré son existence, l'Agence nationale des techniques d'enquêtes numériques judiciaires met en œuvre la plate-forme nationale des interceptions judiciaires prévue au chapitre VI du titre IV du livre 1er du code de procédure pénale. Elle est également compétente pour les techniques d'enquêtes numériques mentionnées au même chapitre.

Menant un travail de fond pour assurer le meilleur fonctionnement de la plateforme, tout en développant des améliorations technologiques essentielles et en préparant le passage vers le SITENJ (système d'information des techniques d'enquêtes numériques judiciaires), l'ANTENJ a fait face à un fort besoin de remise à niveau et a entrepris une véritable refonte technologique permettant à la PNIJ de supporter un flux d'interceptions simultanées de l'ordre de 10 à 12 000 et plus de 2,5 millions de réquisitions par an.

L'année 2021, encore marquée par les difficultés d'organisation liées à la pandémie, a permis à l'ANTENJ de progresser dans la conception et la mise en œuvre des différents projets évoqués dans le précédent rapport et de préparer, avec certes un décalage dans le temps par rapport aux prévisions initiales, la mise en production des dispositifs qui devraient permettre dès 2022 à la PNIJ de répondre aux attentes des utilisateurs en imprimant un saut qualitatif dans le service rendu, qu'il s'agisse, notamment, de la reconnaissance des protocoles, de la géolocalisation ou de la mobilité et des renvois d'appel sur les postes NEO.

Afin d'optimiser son efficacité, l'ANTENJ s'est dotée d'un plan d'action pour la période 2021-2024 intitulé « convergences 2024 » ayant pour objectif, notamment, « d'offrir aux magistrats et aux enquêteurs des outils d'exploitation de la donnée numérique à l'état de l'art et des conditions de sécurité optimales d'accès et de conservation de la preuve numérique », tout en poursuivant le développement du système d'information des techniques d'enquêtes numériques (SITENJ) devant se substituer progressivement d'ici 2024 à l'actuelle PNIJ.

Ce plan d'action stratégique s'appuyait sur une trajectoire de progression des effectifs à un niveau suffisant pour permettre de remplir l'ensemble des objectifs qu'elle s'était donnés, avec le soutien et l'approbation du comité de contrôle et l'aval du COTENJ, en matière de sécurité et de contrôle, de soutien aux utilisateurs, de conception et de mise en œuvre des adaptations nécessaires du système tout en finalisant la reprise par l'Etat de la maîtrise technique et de l'hébergement de la PNIJ nouvelle génération dans les délais prévus.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]

IV - 2 La place de la PNIJ

Lors d'une réunion avec le comité, Madame la secrétaire générale du ministère de la justice rappelait l'importance de réaffirmer une souveraineté numérique et de continuer à fournir les moyens nécessaires aux services d'enquête au sein de la sphère de contrôle du ministère de la justice.

Il ne paraît pas inutile en effet de rappeler les principes fondateurs qui restent une boussole pour l'avenir.

Le projet de centralisation des écoutes par le biais d'une plate-forme nationale mené par le ministère de la justice en coordination avec le ministère de l'intérieur était destiné à mettre à disposition des magistrats et des enquêteurs un outil permettant tout à la fois l'adaptation régulière des moyens d'interception aux évolutions constantes des usages et des technologies en matière de communication électronique, la réduction des coûts liés aux réquisitions en matière de communications électroniques, d'assurer la fiabilité, l'authenticité et la confidentialité des procédures engagées ainsi qu'un meilleur contrôle des opérations réalisées.

Il répondait notamment aux constatations de la Cour des comptes qui relevait que les interceptions judiciaires étaient insuffisamment contrôlées et sécurisées, que le dispositif était très onéreux et que le recours à plusieurs sociétés de prestataires, de façon non coordonnée, ne permettait pas de s'assurer du respect rigoureux des dispositions légales.

Dans son rapport annuel 2020, la Cour des Comptes estimait que « la PNIJ a permis de générer 7,5 millions d'euros d'économies en 2020 sur les opérateurs de communications électroniques », mais relevait que « les économies prévisionnelles liées au déploiement de la PNIJ (47 millions d'euros) qui devaient résulter de la fin progressive du recours aux

prestataires privés de location de matériel d'interception et de géolocalisation sont revues à la baisse », que « cette révision est expliquée par un recours moins important que prévu à la PNIJ en substitution des loueurs privés » et que les économies générées par la PNIJ semblent moins importantes que celle annoncées et à mettre en perspective avec son coût total et l'efficacité de son fonctionnement ».

De fait, l'efficacité de la PNIJ et, partant, les économies découlant à terme de son emploi, sont étroitement conditionnées aux investissements préalables nécessaires pour lui conférer la capacité de s'adapter à l'accélération et l'évolution des besoins de tous les enquêteurs en outils numériques nouveaux, en intégrant des fonctionnalités aujourd'hui à nouveau assurées par le privé, tout autant qu'à l'ANTENJ de continuer à mener de front ses différents projets pour y parvenir.

Ainsi, le comité entend insister sur le risque de marginalisation encouru par une PNIJ que l'ANTENJ n'aurait pas les moyens de maintenir au niveau des attendus technologiques des magistrats et des enquêteurs.

La PNIJ se verrait, dans ce cas, cantonnée à un usage traditionnel (téléphonie) par des utilisateurs « courants », avec un recours de plus en plus accru aux prestataires privés par les services dits « experts » en charge du spectre haut de la délinquance, comme on a pu l'observer au cours des dernières années, réactivant les questions d'hétérogénéité des pratiques, de sécurité et de traçabilité des données et aussi, fortement, de maîtrise des frais de justice.

Ainsi, les membres du comité s'accordent pour soutenir l'action de l'ANTENJ dans la modernisation de la PNIJ et le développement au sein du SITENJ des différents outils permettant à celui-ci de s'adapter aux nouvelles formes d'enquêtes techniques, non sans souligner que la réappropriation totale de l'outil par l'Etat reste aussi un objectif majeur.

En outre, compte tenu de la place centrale que les preuves numériques occupent aujourd'hui dans un grand nombre d'enquêtes judiciaires spécialement parmi les plus sensibles (terrorisme, criminalité organisée), qui marque un véritable changement systémique dans l'approche des enquêtes, le comité considère que la maîtrise totale, à terme, par l'Etat, d'un outil adapté aux enjeux actuels de la lutte contre la criminalité, participant de la souveraineté du ministère de la justice et de l'autorité judiciaire dans le contrôle des enquêtes pénales, ne saurait exister sans une coordination forte avec les autres acteurs de celles-ci.

Il relève à cet égard que la prochaine loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur prévoit des investissements importants pour mener la transition numérique avec notamment le recrutement de 300 fonctionnaires et contractuels de haut niveau, le déploiement de 240 000 téléphones dernière génération (NEO), permettant l'accès à toutes les ressources utiles depuis le terrain et la création d'une "agence du numérique pour les forces de sécurité intérieure ».

Ce plan participe plus largement de la stratégie française pour la cybersécurité adoptée par l'Etat en 2021 qui prévoit notamment le développement de solutions souveraines et le renforcement des liens et la synergie entre les acteurs, stratégie dans laquelle la PNIJ s'intègre nécessairement.

L'action et les objectifs de l'ANTENJ, dans l'adaptation et la modernisation de la plateforme, dans le développement des partenariats avec la mise en place d'ateliers utilisateurs incluant

des représentants de services enquêteurs et dans l'amélioration du partage avec les acteurs du renseignement, s'inscrivent bien, à leur niveau, dans ces orientations.

Cependant, la nécessaire cohérence globale de l'action de l'Etat paraît commander que soit impulsée à haut niveau, avec le partenaire originel qu'est le ministère de l'intérieur, une réflexion commune de prospective technique tant entre des services partageant l'outil PNIJ qu'avec d'autres services ayant recours aux mêmes techniques, dans le respect de l'indépendance et des prérogatives de chacun.

A cet égard, le comité insiste sur l'importance et l'utilité que revêt la présence d'un officier de liaison de la Police nationale au sein de l'ANTENJ, alors que ce poste reste vacant depuis plus d'un an.

V - Quelques sujets particuliers

V - 1 Les scellés

V - 1 - 1 La question du placement sous scellés

Bien que les données conservées dans la PNIJ soient placées dans un coffre-fort numérique accessible uniquement au magistrat en charge de la procédure et aux personnels qu'il a autorisés à y accéder, elles n'en doivent pas moins être placées sous scellés en application de dispositions spécifiques inhérentes à leur nature.

L'article 230-45 du code de procédure pénale stipule en effet que « les dispositions du présent code relatives au placement de enregistrements sous scellés fermés et à l'établissement d'un procès-verbal lorsqu'il est procédé à leur destruction ne sont pas applicables aux données conservées par la plate-forme nationale des interceptions judiciaires ».

L'article R 40-49 du même code, modifié par le décret 2021-1469 du 9 novembre 2021 dispose ainsi que

« Les données et informations mentionnées aux 1°, 2°, 4° et 5° de l'article R. 40-46, à l'issue des investigations mises en œuvre en application des articles R. 40-43-1 et R. 40-43-2, sont placées sous scellés et conservées au sein du traitement jusqu'à expiration du délai de prescription de l'action publique. Elles ne sont accessibles qu'au magistrat en charge de la procédure et aux personnels qu'il a autorisés à y accéder.

Les données mentionnées au 3° du même article ainsi que les informations relatives à la reconnaissance vocale du locuteur sont conservées dans les mêmes conditions lorsqu'elles sont utiles à la manifestation de la vérité. A défaut, elles sont effacées au moment de la clôture des opérations requises ».

Le nouveau décret a rajouté la possibilité pour les magistrats de déléguer la faculté d'accéder aux scellés et inclus parmi les données conservées dans la PNIJ celles résultant des réquisitions électroniques aux opérateurs qui n'y étaient pas stockées jusqu'ici.

La question de l'ampleur des données à conserver et de leur durée de conservation évoquée dans le précédent rapport continue de se poser avec d'autant plus d'acuité qu'outre

ces nouvelles dispositions, les évolutions technologiques (captation des données, 5G...) vont toutes dans le sens d'une augmentation des volumes traités sans qu'il soit possible de discriminer a priori les données absorbées ni que la PNIJ ait la faculté de supprimer des données.

[REDACTED]

Le comité reste réservé sur le principe d'un tri a priori dès lors que les données, fussent-elles inutiles pour la recherche de la vérité, font partie de la procédure pénale et sera attentif à toute solution visant à permettre d'une part la discrimination des données utiles à conserver pour la procédure en lien avec le magistrat saisi et d'autre part la gestion de la durée de stockage des données qui ne peut être assurée qu'en lien avec les magistrats compétents pour apprécier l'opportunité de détruire les enregistrements à l'expiration de l'action publique conformément à l'article 100-6 du code de procédure pénale, aucune solution d'automatisme n'étant envisageable dès lors que la PNIJ n'a pas la capacité de connaître la date d'acquisition de la prescription.

V - 1 - 2 La communication des copies de scellés

Avec l'accroissement du nombre des affaires dans lesquelles la PNIJ a été utilisée, l'ANTENJ a été confrontée à une augmentation des demandes de communication des copies de scellés de la part des magistrats, révélant que le dispositif de mise à disposition des scellés tel qu'il a été conçu à l'origine était lourd et complexe et que les données produites étaient difficilement exploitables.

La mise à disposition d'une copie de scellé sur demande d'un magistrat nécessite 3 étapes.

Une fois la demande effectuée sur le portail PNIJ, une copie du scellé est générée par la PNIJ, qui envoie la clé de déchiffrement au magistrat, puis l'ANTENJ télécharge la copie sur un support amovible qui est ensuite envoyé au magistrat demandeur. Ainsi, la copie de scellé est consultable hors de la PNIJ par le magistrat mandant.

Cette procédure peut être compliquée par des difficultés techniques accrues en cas de traitement de scellés très volumineux (longueur de la durée de l'extraction et du transfert, débit insuffisant des réseaux justice, limites des capacités du matériel utilisé, longueur excessive des noms de fichier générés par la PNIJ incompatible avec un système bureautique classique, présence de fichiers en double ou en triple...).

L'ANTENJ s'est attachée à concevoir des correctifs dont certains sont déjà déployés (morcellement des dossiers volumineux en plusieurs dossiers ZIP, traitement des noms de fichiers trop longs, unicité des noms de fichier, sélection en une seule manipulation de tous les dossiers d'une affaire lors de la demande...) et a par ailleurs mis en place un groupe de travail spécifique chargé de réfléchir à des pistes d'amélioration

Le dispositif de mise à disposition des scellés supposait que le magistrat soit en possession d'une carte agent valide ou puisse accéder rapidement à une carte agent pour pouvoir réaliser la demande sur le portail PNIJ.

Une procédure technique dérogatoire déclenchée par l'ANTENJ a été mise en place qui permet au magistrat dépourvu de carte agent de déposer la demande de copie de scellé dans le portail.

Divers palliatifs sont envisagés pour améliorer un dispositif dont les nombreux défauts sont apparus au fur et à mesure, parmi lesquels les difficultés de lecture et d'exploitation ne sont pas les moindres.

L'ANTENJ par son département Opérations et Support est très engagée dans l'accompagnement des demandeurs et se met à leur disposition dès qu'une demande est effectuée via le portail afin, en particulier, de lui permettre de sélectionner les scellés utiles. En effet, le plus souvent, le magistrat sollicite la communication de la totalité des scellés faute de savoir discriminer dans l'ensemble celui ou ceux qui lui seraient véritablement utiles ; l'intervention du DOS l'aide donc à mieux cibler sa demande et simplifie la communication.

L'ANTENJ a lancé le développement d'un outil permettant l'indexation du contenu du scellé en triant les appels, les SMS, les MMS et les réquisitions numériques, afin d'en faciliter la lecture et l'exploitation par les magistrats qui en feront la demande.

Le département Cybersécurité et Qualité développe également un outil de visualisation qui pourra être remis avec le support à chaque magistrat demandeur.

Il reste une problématique qui n'a pas encore pu être résolue et qui est inhérente à la conception de l'outil lui-même et aux règles qui sécurisent son accès, en ce qu'il est encore aujourd'hui impossible de transférer automatiquement l'ensemble des dossiers d'un magistrat à son successeur. Ainsi, c'est au moment de la demande d'accès aux scellés que s'effectue le transfert, l'intervention et l'accompagnement du DOS étant, dès lors, à ce stade, indispensables.

Le comité serait favorable à toute solution permettant de faciliter aux juridictions la connaissance du portefeuille d'affaires d'un magistrat dans la PNIJ afin de permettre notamment le transfert à son successeur.

Dans ce contexte de difficulté d'accès et de lecture pour les magistrats, le comité s'est préoccupé des conditions dans lesquelles les avocats peuvent avoir accès aux scellés issus de la PNIJ et en prendre connaissance.

Il souligne que le respect des principes du contradictoire et de l'égalité des armes imposent que les avocats puissent, s'ils en font la demande, accéder au contenu des scellés dans des conditions satisfaisantes et par conséquent aux outils de visionnage qui viendraient à être élaborés.

Compte tenu des contraintes techniques que présente pour l'instant l'accès aux scellés issus de la PNIJ, le comité recommande de sensibiliser les juridictions à la nécessité d'anticiper ces demandes le plus en amont possible de l'audience afin de ne pas être prises au dépourvu en cas de demande tardive voire présentée directement à l'audience.

Lors de très grands procès récents, l'assistance technique fournie par l'ANTENJ à l'audience a permis de répondre efficacement aux besoins des acteurs concernés en matière d'accès et d'exploitation des scellés. Néanmoins, cette capacité d'assistance se heurterait inévitablement aux limites de la disponibilité de l'agence si les demandes venaient à se multiplier.

[REDACTED]

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED] 50% [REDACTED]

[REDACTED]

VI - Les recommandations

VI - 1 L'utilisation de la carte agent et l'habilitation PNIJ (III - 1 - 1)

Prenant acte des progrès réalisés et des freins persistants à l'emploi de la carte agent, le comité recommande que les efforts soient poursuivis dans la gestion des cartes agents dans leur attribution, le suivi des renouvellements, la formation et l'information des utilisateurs.

Le comité souligne que la révision et l'actualisation systématique de l'habilitation à l'arrivée de tout utilisateur potentiel de la PNIJ en juridiction mérite une gestion rigoureuse sous le contrôle des chefs de juridiction en coordination avec les directeurs de greffe.

VI - 2 - La poursuite du développement des moyens alloués à l'ANTENJ (IV - 2)

Le comité entend souligner que du niveau des ressources opérationnelles de l'ANTENJ dépend l'avenir même de la PNIJ, lié

- d'une part à sa capacité à satisfaire les attendus technologiques des magistrats et des enquêteurs, seule option permettant de mettre fin à la dérive que constitue le recours, en constante augmentation, aux prestataires privés, en particulier par les services dits « experts » en charge du spectre haut de la délinquance, réactivant les questions d'hétérogénéité des pratiques, de sécurité et de traçabilité des données et aussi, fortement, de maîtrise des frais de justice
- d'autre part à sa capacité à intégrer et à traiter les nouvelles sources d'information (OTT, objets connectés etc...)

Il apparaît ainsi que seul un renfort significatif des effectifs de l'ANTENJ, tel qu'il était initialement prévu dans le plan Convergences 2024 validé en COTENJ, permettra à celle-ci de répondre à ces multiples défis et de continuer à faire de la PNIJ un outil judiciaire efficient et conforme aux attentes de ses utilisateurs.

VI - 3 - Le besoin d'une coopération renforcée et d'une coordination accrue entre services du ministère de la justice et du ministère de l'intérieur (IV - 2)

La nécessaire cohérence globale de l'action de l'Etat paraît commander que soit impulsée à haut niveau, avec le partenaire originel qu'est le ministère de l'intérieur, une réflexion commune de prospective technique tant entre des services partageant l'outil PNIJ qu'avec d'autres services ayant recours aux mêmes techniques, dans le respect de l'indépendance et des prérogatives de chacun.

A cet égard, le comité insiste sur l'importance et l'utilité que revêt la présence d'un officier de liaison issu de la Police nationale au sein de l'ANTENJ, alors que ce poste reste vacant depuis plus d'un an.

VI – 4 - La communication des copies de scellés (V - 1 - 2)

Face aux difficultés d'accès et de lecture des scellés pour les magistrats, et bien que des avancées notables aient d'ores et déjà été réalisées grâce aux travaux menés par l'ANTENJ, le comité s'est préoccupé des conditions dans lesquelles les avocats peuvent avoir accès aux scellés issus de la PNIJ et en prendre connaissance.

Il souligne que le respect des principes du contradictoire et de l'égalité des armes imposent que les avocats puissent, s'ils en font la demande, accéder au contenu des scellés dans des conditions satisfaisantes.

Compte tenu des contraintes techniques que présente encore pour l'instant l'accès aux scellés issus de la PNIJ, le comité recommande de sensibiliser les juridictions à la nécessité d'anticiper ces demandes le plus en amont possible de l'audience afin de ne pas être prises au dépourvu en cas de demande tardive voire présentée à l'audience.

A cet égard, le Comité insiste sur l'importance et l'utilité que revêt la présence d'un officier de liaison issu de la Police nationale au sein de l'ANTENI, alors que ce poste reste vacant depuis plus d'un an.

VI - 4 - La communication des copies de scellés (V - 1 - 5)

Face aux difficultés d'accès et de lecture des scellés par les magistrats, et bien que des avancées notables aient d'ores et déjà été réalisées grâce aux travaux menés par l'ANTENI, le Comité s'est préoccupé des conditions dans lesquelles les avocats peuvent avoir accès aux scellés issus de la PNL et en prendre connaissance.

Il souligne que le respect des principes du contradictoire et de l'égalité des armes impose que les avocats puissent, et ce en tout la demande, accéder au contenu des scellés dans des conditions satisfaisantes.

Compte tenu des contraintes techniques que présente encore pour l'instant l'accès aux scellés issus de la PNL, le Comité recommande de sensibiliser les juridictions à la nécessité d'anticiper ces demandes le plus en amont possible de l'audience afin de ne pas être pris au dépourvu en cas de demande tardive voire présentée à l'audience.